



Léo LAGRANGE

(1900 - 1940)



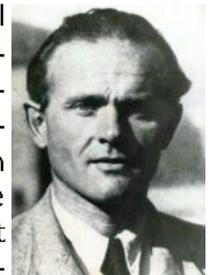
Léo Lagrange représente le cas singulier d'un homme dont chacun connaît le nom sans vraiment connaître le parcours dans sa diversité. Aujourd'hui, des centaines d'équipements sportifs et d'établissements scolaires portent son nom. Mais pourquoi ces honneurs et, surtout, qui était-il vraiment ?

Une vie brève marquée par un engagement constant



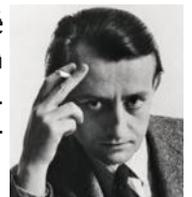
Paul Félix Lazarsfeld

Léo Lagrange naît à Bourg-sur-Gironde en 1900. Il arrive à Paris à 7 ans et effectue ses études au lycée Henri IV, où il fait des rencontres déterminantes pour son parcours politique, dont celles de Jean Prévost, futur écrivain et résistant, ou du futur sociologue Paul Félix Lazarsfeld, Juif autrichien membre des Faucons rouges, un mouvement de scoutisme socialiste. À 17 ans, Léo Lagrange s'engage volontairement dans l'armée pour participer à la fin de la Guerre. Puis il reprend ses études (Sciences-Po, droit) et devient avocat, défendant gratuitement les « Gueules cassées » de 14-18 pour obtenir des pensions de l'État.



Jean Prévost

Une amitié singulière se noue avec le jeune aventurier André Malraux, 22 ans, condamné en 1923-24 à huit mois de prison pour avoir volé des statues du temple d'Angkor au Cambodge. Les deux hommes et leurs épouses, Madeleine et Clara, amies intimes, resteront extrêmement liés.



André Malraux

Madeleine Léo-Lagrange, née Weiller



Clara Malraux, née Goldschmidt

Léo Lagrange s'engage parallèlement à la SFIO dont il devient l'un des espoirs, emportant en 1932 la circonscription d'Avesnes-sur-Helpe dans le Nord, détenue jusqu'alors par le puissant Louis Loucheur, industriel fortuné, plusieurs fois ministre. À la Chambre des députés, le jeune parlementaire se fait connaître par des prises de position très tranchées contre les phénomènes de corruption et d'affairisme révélé par l'affaire Stavisky (1934).

Mais l'évolution de la situation internationale est sa grande préoccupation : secrétaire de la Commission de la Défense, il rencontre dès 1934 le lieutenant-colonel de Gaulle, dont il partage les vues.





En juin 1936, il est nommé par Léon Blum sous-secrétaire d'État à l'organisation des loisirs et aux sports.

Après son expérience gouvernementale (à partir du printemps 1938), tout en s'investissant dans les associations de jeunesse et d'éducation populaire (comme président, notamment, de l'Office du sport scolaire et universitaire et de la principale fédération d'auberges de la jeunesse), il consacre l'essentiel de son action à l'antifascisme dans un esprit résolument antimunichois, aux côtés notamment de Pierre Brossolette, futur grand résistant.



Pierre Brossolette

Tout au long des années 1938 et 1939, il ne cesse de tirer la sonnette d'alarme face aux ambitions hitlériennes. Il rend visite aux réfugiés espagnols entassés dans les camps des Pyrénées orientales¹. Lors du congrès annuel de la SFIO à Nantes, le 1^{er} juin 1939, il prononce un discours visionnaire sur la guerre venir, tentant de convaincre ses camarades de parti de refuser d'accepter « une paix sans justice »².



En 1940, il s'engage à nouveau volontairement dans la Campagne de France.

Il meurt le 9 juin, victime d'un éclat d'obus lors d'une mission de reconnaissance dans l'Aisne.



Une personnalité-clé pour le développement du sport en France

Lorsque Léo Lagrange est nommé au gouvernement le 4 juin 1936 sous-secrétaire d'État à l'Organisation des loisirs et aux sports, l'intitulé-même de ses fonctions constitue une surprise. La presse d'extrême droite raille cette initiative (« le ministère de la paresse » etc.). Mais le nouveau ministre continue de surprendre la presse en tenant des propos inscrivant ces termes dans une ambition large, sociétale, et même éthique : « *Loisirs sportifs, loisirs touristiques, loisirs culturels : tels sont les trois expressions d'un même besoin social : la conquête de la dignité, la recherche du bonheur* ».

Pour conduire une action qu'il veut donc ambitieuse, Léo Lagrange part-il de rien ?



Henry Paté

Pas tout à fait. Il hérite d'un noyau administratif : le service administratif de l'éducation physique, mis en place par Henry Paté dans les années 1920. Mais l'éducation physique relève

d'un autre sous-secrétariat d'État, celui du médecin radical Pierre Dézaraulds. Léo Lagrange hérite en fait surtout d'une dynamique : tout au long des années 1930, le sport se développe considérablement en France.



Pierre Dézaraulds

Les JO de Paris en 1924, la mise en place de championnats nationaux ou internationaux (la Coupe Davis...) dans les grandes disciplines sportives, de grandes manifestations comme le Tour de France ont créé un environnement favorable, entretenu par la presse. Ici et là, les initiatives privées (Geoffroy-Guichard à Saint-Étienne) ou publiques (avec Édouard Herriot à Lyon, ou dans les municipalités communistes par exemple, comme à Ivry-sur-Seine) ont permis de développer des équipements. Des offices municipaux des sports ont été créés depuis quelques années par des maires socialistes de la banlieue Ouest (Suresnes, Puteaux, Boulogne-Billancourt...). Mais l'État est le grand absent de ces impulsions significatives.



Or le sport est devenu depuis une dizaine d'années un enjeu politique. L'URSS et l'Italie fasciste dès les années 1920, l'Allemagne nazie ensuite, ont fait du sport une vitrine et un objet central de propagande. Des organisations de masse, l'*Opera nazionale del dopolavoro* (L'œuvre nationale des loisirs, OND), ou la *Kraft durch Freude* (La Force par la joie, KdF) proposent à la population quantité de loisirs sportifs ou culturels, contrôlés par le régime. Le quotidien sportif français *L'Auto* n'hésite pas, à l'occasion des jeux d'hiver de Garmisch-Partenkirchen, à vanter *L'exemple allemand...* À l'occasion des élections législatives du printemps 1936, le sport s'invite dans la vie politique française, par le biais de revendications portées à droite par *L'Auto* et à gauche par le journal *Sport* de la toute jeune Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT).

Il y a donc, pour Léo Lagrange, un double enjeu : se démarquer des politiques sportives des États autoritaires ou totalitaires, clairement orientées vers l'embrigadement et la démonstration de force ; et trouver un espace qui, tout en vantant les valeurs du sport, se distingue du mercantilisme et du professionnalisme, qui font régulièrement l'objet d'attaques très virulentes dans les organes de la FSGT. Ce qui veut dire aussi se distinguer des personnalités qui incarnent le sport en France à l'époque, quasiment toutes, de Coubertin à Rimet en passant par Desgranges, enclines à faire l'apologie des régimes autoritaires aux frontières immédiates du pays.

Aussitôt nommé, Léo Lagrange est confronté à l'épineuse question de la participation française au JO de Berlin, qui doivent se dé-



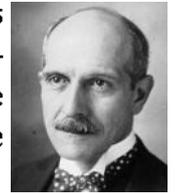
Course Paris-Strasbourg, 1936

rouler deux mois plus tard.



Armand Massard

Les communistes et la FSGT sont résolument contre ; le président du Comité olympique français, Armand Massard, est le plus ardent défenseur de la participation française. Il dispose de puissants relais à la Chambre des députés, notamment en la personne de François Piétri, comme lui ancien champion d'escrime (discipline dont il est le président fédéral), représentant de la droite nationale, auréolé du prestige de son statut d'ancien combattant et membre du Comité international olympique. Son plaidoyer le 9 juin 1936 dans l'hémicycle débouche sur un vote de 521 voix pour et une



François Piétri



Pierre Mendès France

contre, celle de Pierre Mendès France. Léo Lagrange tente une position équilibrée, ne se rendra pas à Berlin, et dégagera un budget important pour soutenir la participation française à l'*Olympiade populaire* de Barcelone, organisée dans un esprit clairement antifasciste par l'Espagne du Fronte Popular³.

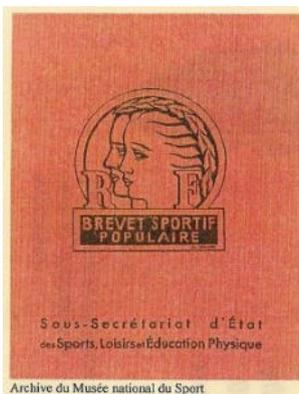


Tout en dénonçant « cette fièvre sportive qui peut conduire à la violence et au chauvinisme », Léo Lagrange affirme la volonté de développer un sport de masse, pour démocratiser la pratique sportive. La construction d'équipements en sera un moyen déterminant. Au cœur de sa politique, l'implantation de stades et de petits équipements de proximité : « Il vaut mieux mettre des dizaines de milliers de personnes sur le stade que mettre 12 joueurs devant 40, 60 ou 200 000 spectateurs⁴ ». Rappelons que l'on compte à cette époque 653 installations sportives pour toute la France, dont seulement 70 piscines. Et sur les 34 000 communes françaises à l'époque, 30 000 n'ont aucun équipement sportif. Léo Lagrange met en place un système de subventionne-

ment des communes à hauteur de 50 %. 253 installations sportives nouvelles sont retenues. Les difficultés budgétaires et le contexte d'arrivée progressive de la guerre retarderont les réalisations élues, dont certaines n'aboutiront qu'en 1950 (le stade municipal de Montluçon, par exemple).

S'inscrit dans le paysage français un ensemble non seulement symbolique, mais aussi important et pérenne, d'installations sportives : sur les 36 stades qui entourent Paris le long des boulevards des maréchaux, le quart est dû aux décisions de cette époque. Ces équipements, parfois simples, donnent l'image exacte des équipements modestes mais éducatifs auxquels aspirait Léo Lagrange. 39 piscines (dont celle, citée en exemple, de Pantin) sont également construites alors. Enfin, cette démarche volontariste, spectaculaire et efficace, ancrera la légitimité de l'intervention de l'État dans le domaine de l'équipement sportif, un héritage que Maurice Herzog incarnera dans les années 1960.

Même si les résultats sont très limités quant au développement de l'éducation physique, Lagrange crée par ailleurs le [Brevet sportif populaire](#), récompense incitative au développement du sport chez les jeunes. 388 diplômes sont remis dès 1937, et quarante années suivront...



Léo Lagrange et
Émile Allais

1937

Léo Lagrange s'attache en outre au développement du ski et inaugure en octobre 1937, l'École supérieure du ski, qui contribue au rayonnement de la station de Val-d'Isère, née cinq ans plus tôt. Il parle de la « connaissance exaltante de la montagne l'hiver », ce qui évoque l'enjeu à la fois touristique et sportif de ces loisirs nouveaux⁵.

Plus largement, la découverte du sport présente selon lui un enjeu de société : « En agissant ainsi, nous servirons à la fois les intérêts permanents et solidaires de la civilisation de notre pays », déclarait-il dès son arrivée⁶. Méfiant vis-à-vis du sport-spectacle, peu enclin à soutenir le sport professionnel, Léo Lagrange a incarné le développement du sport auprès du grand public, et peut-être plus particulièrement des jeunes.

Un ministre des loisirs, mais aussi un ministre de la jeunesse avant l'heure

Dans l'imaginaire collectif, Léo Lagrange est avant tout associé aux congés payés, c'est-à-dire à la loi instaurant deux semaines de vacances pour tous. De fait, même si les congés payés sont apparus progressivement depuis le début du siècle, pouvoir bénéficier de plusieurs journées consécutives de non-travail est une forme de révolution pour la majorité des salariés.

Il est remarquable aussi que la loi soit promulguée le 20 juin, deux semaines après la formation du gouvernement. Le rôle particulier de Léo Lagrange se situe dans la portée concrète qui est donnée à cette mesure, et qui incarne l'idée d'organisation des loisirs particulièrement chère à Léon Blum : l'encouragement aux départs en vacances par la mise en place de billets de train à prix réduit. Très vite, on parle de *bil-*



lets Lagrange à propos des 500 000 billets à prix réduit vendus dès ce premier été (le double l'été suivant).

Ce succès explique la popularité de Léo Lagrange. De surcroît, ce jeune ministre communique beaucoup, par le biais de la pres-

se écrite et de la radio. Dès le 10 juin, il fait, au micro de Radio-Cité, une déclaration sur ces projets, qui consiste, en substance, à étendre les plaisirs du sport, du tourisme et de la culture à l'ensemble de la société. Et, d'emblée, Léo Lagrange se tourne vers la jeunesse : « *L'effort que nous accomplissons, nous voulons l'orienter dans une direction différente de celle que connaissent d'autres peuples. Nous ne proposons pas d'apprendre à notre jeunesse à marcher au pas cadencé (...). Nous nous attachons à appeler la jeunesse de notre pays au sens nécessaire de la conquête de sa santé et de sa joie*⁷ ».

Ou encore : « *Notre ambition commune est de sauver les valeurs spirituelles du monde et pour cela nous comptons spécialement sur la jeunesse, cette réserve d'or des nations, parce qu'elle a profondément les sentiments de l'amitié et de l'amour*⁸ ».

Le fait que la France républicaine doive se démarquer des politiques de jeunesse mises en œuvre dans les régimes totalitaires voisins (Italie puis Allemagne) est pour lui un *leitmotiv*, repris presque systématiquement dans ses déclarations.

Spécifiquement marquée par un discours politique et quasi-philosophique, l'action de Lagrange s'inscrit aussi, concrètement, dans une filiation, celle notamment d'Albert Thomas, disciple de Jaurès, maire socialiste de Champigny-sur-Marne, ministre en 1914, et promoteur des clubs de loisirs dans le cadre du Bureau international du travail (BIT) qu'il dirige à Genève de 1919 à sa mort en 1932.

À son tour, Léo Lagrange imagine des clubs de loisirs où des personnes de différentes conditions sociales se rencontreront pour mettre en place des projets locaux et partager des activités.

L'autre grande référence de Léo Lagrange est Marc Sangnier, le fondateur du Sillon et

des instituts populaires au tournant du siècle.

En 1930, Marc Sangnier a importé et transposé en France le concept allemand d'auberges de la jeunesse.



Marc Sangnier entouré de jeunes - Auberge de jeunesse de Boissy-la-Rivière - 1935 / Fonds institut Marc Sangnier

Deux fédérations, respectivement d'héritage catholique et laïque, développent alors considérablement les auberges, qui passent de 130 à 400 rien qu'au cours de l'année 1936.

Dans un contexte de grandes tensions internationales, Léo Lagrange encourage ce mouvement : il définit l'AJ, symbole d'un tourisme nouveau, plus jeune, plus libre, comme « *le lieu de rencontre d'une jeunesse qui prépare l'unité réelle d'un monde nouveau* ». Parfaitement en phase avec l'internationalisme et le pacifisme coopératif de l'ajisme, il relaie les valeurs de ce mouvement. De manière symbolique, les deux mouvements rivaux sont exceptionnellement associés pour gérer et animer ensemble l'auberge de jeunesse-modèle, expressément voulue comme telle, inaugurée boulevard Kellermann à Paris dans le cadre de l'Exposition internationale. En 1939, la France sera, avec 900 structures d'accueil, le deuxième pays le mieux pourvu au monde en auberges de la jeunesse après l'Allemagne, leur terre de naissance.

Parallèlement aux initiatives gouvernementales, se mettent en place au moment du Front populaire quantité d'initiatives associatives. La vie associative est en effet en pleine ébullition : les Scouts de France, nés en 1929, comptent désormais plus de 60 000 adhérents. En 1934, naît l'UFOVAL⁹, émanation de la Ligue de l'enseignement pour développer les séjours de vacances des enfants, et l'UFCEV¹⁰ (née en 1907) est reconnue d'utilité publique la même année. Ce développement, auquel contribuent aussi fortement les municipalités (et



Albert Thomas

notamment celles de la Ceinture rouge de Paris), nécessite de former des encadrants. Et en 1937 a lieu le premier stage de formation de moniteurs, à l'initiative des futurs CEMÉA¹¹. La période est donc propice aux initiatives de toute nature.

De tout le champ qu'il a lui-même contribué à élargir, c'est sans doute dans le domaine de la jeunesse que Léo Lagrange s'est le plus impliqué, en particulier par ses nombreuses visites sur le terrain et par ses discours. Confronté au conservatisme d'un milieu sportif largement admirateur des réalisations italiennes et allemandes, il a en revanche trouvé parmi les associations de jeunesse et d'éducation populaire des alliés précieux. Assez rapidement d'ailleurs, il exprime à propos de la jeunesse des sentiments et des objectifs dont l'envergure sociale et politique dépasse largement le champ des loisirs. L'enjeu, là encore, est d'affirmer une voie républicaine face aux « politiques de la jeunesse » menées par les régimes totalitaires (Italie puis Allemagne) : « *Je voudrais essentiellement recréer le sens de la joie, recréer le sens de la dignité (...). Aux jeunes, il ne faut pas tracer un chemin, il faut ouvrir toutes les routes*¹² ».

Souhaitant à la fois promouvoir les loisirs tout en se gardant de l'embrigadement des masses, Léo Lagrange trouve dans les modèles associatifs émergents l'occasion d'affirmer son attachement à la démocratie et la liberté, mais aussi à la rencontre de classes sociales différentes : « *Mon objet politique (dans le sens élevé du mot), c'est de rapprocher les différents éléments de la jeunesse, le jeune paysan du jeune ouvrier, le jeune ouvrier du jeune intellectuel. À l'heure actuelle, entre eux existe un mur invisible : ils ne se connaissent pas*¹³ ».

Cette préoccupation rejoint celle de l'éducation populaire, qui va prendre une nouvelle forme.



Benigno Cacérès

[Benigno Cacérès](#) a montré comment « *ces sous-secrétariats d'État, dont les fondements sont hygiénistes, s'affirment presque aussitôt comme culturels*¹⁴ ».

C'est particulièrement vrai pour l'année 1937, où émerge une deuxième phase de son action : « *La classe ouvrière a su conquérir les loisirs, elle doit maintenant conquérir l'usage de ses loisirs. Aujourd'hui s'ouvre pour elle la porte d'un musée ; demain ce seront celles d'un théâtre d'une bibliothèque, de façon que rien de ce qui est humain ne lui soit étranger*¹⁵ ».

Là encore, le gouvernement peut s'appuyer sur une extraordinaire ébullition créative : âge d'or du théâtre et du cinéma français, essor des ciné-clubs, Exposition internationale de Paris... Léo Lagrange est avec le mi-



Jean Zay

nistre de l'Éducation nationale Jean Zay, en charge du champ culturel, au cœur de ce que Pascal Ory appellera la convergence exceptionnelle de cette

époque¹⁶.



Pascal Ory

Le 22 juin 1937, le remplacement de Léon



Camille Chautemps

Blum par le radical Camille Chautemps entraîne une refonte de l'organisation ministérielle : Léo Lagrange est désormais également en charge de l'éducation physique, et est rattaché non plus à Henri Sellier (Santé publique), mais à Jean Zay (Éducation nationale). Le 18 janvier 1938, Chautemps démissionne à son tour et Lagrange, comme tous les socialistes, quitte le gouvernement. C'est la fin d'une expérience particulièrement marquante. Un collectif d'associations rédige un manifeste de protestation, où il est écrit : « *La fonction est supprimée. On ne supprimera pas du moins l'aspiration qu'elle symbolisait vers le bonheur et la liberté* ».

Dans un petit appartement de la rue de Tilsitt près de l'Étoile, avec une équipe réduite à une douzaine de personnes, avec très peu de moyens budgétaires et sans relais en région, Léo Lagrange a esquissé une politique de la jeunesse, des sports et des loisirs, là où l'État n'intervenait prati-

quement que pour financer l'éducation physique militaire.

Sur le long terme, son principal mérite est peut-être d'avoir réussi à dépasser les clivages extrêmement forts autour du sport, vu par de nombreux acteurs (du pionnier de l'éducation physique Georges Hébert aux responsables de la puissante FSGT réunifiée) comme gangrené par toutes sortes de dévoiements. Son volontarisme pour développer la pratique sportive chez le plus grand nombre aura convaincu les élus locaux, et ancré la légitimité de l'action publique dans ce domaine. En s'appuyant sur de nombreuses personnalités locales, comme Marx Dormoy, le maire de Montluçon, qui crée alors un institut municipal des sports, il aura pleinement joué le rôle d'*entraînement* que lui avait confié Léon Blum en l'appelant au gouvernement. En



Max Dormoy

tenant un discours positif sur la jeunesse et les loisirs, il aura convaincu bien au-delà de sa famille politique. Dans de nombreuses occasions, il aura même réussi à associer milieux catholiques et acteurs laïques qui se disputaient la prééminence dans l'organisation des loisirs et des vacances pour les jeunes. Et c'est aussi à cause de ces réussites consensuelles que sa personnalité a laissé une trace particulière dans la mémoire nationale. Personnalité d'ailleurs attachante au-delà même de son action gouvernementale. De Gaulle dira à son sujet (à sa veuve) : « *Moi qui l'ai connu, c'est à dire aimé* »... ; ou encore (à Malraux) : « *C'est le seul à ce moment-là qui comprenait quelque chose, le seul chez eux qui aurait pu faire quelque chose d'utile pour la France. Naturellement, c'est aussi le seul qui a été tué*¹⁷ ».

Mais c'est peut-être Clara Malraux qui, bien plus tard, résumera le mieux cette impression : « *Au bout de chacun de ses projets apparaissait le même désir de rendre l'homme plus humain*¹⁸ ».

Une trace durable, régulièrement convoquée, célébrée et honorée

Dès la période de l'Occupation, la mémoire de Léo Lagrange a été convoquée et célébrée par les acteurs politiques ; son statut d'ancien combattant mort au front, tout d'abord, a légitimé des commémorations officielles sous Vichy : en octobre 1941, dans un hommage officiel au stade Jean Bouin, Jean Borotra, commissaire aux Sports du régime, le présente comme modèle pour les jeunes sportifs français - une commémoration qualifiée d'*outrage* par Jean Zay depuis sa prison¹⁹.



Jean Borotra

De manière assez singulière, le régime de Vichy conduit une politique qui développe l'action entreprise par Léo Lagrange et le Front populaire. De grandes manifestations publiques sont l'occasion de remettre par centaines des brevets rebaptisés *Brevets sportifs nationaux*. Et l'administration des sports s'étoffe, en développant un réseau de services départementaux.

À la Libération, pour le cinquième anniversaire de sa disparition, c'est André Malraux qui le présente comme « le seul ministre qui soit mort face à l'ennemi » au cours d'une grande manifestation salle Pleyel, où se retrouvent plusieurs personnalités politiques de premier plan. C'est à la fois le grand initiateur d'une politique en faveur de la jeunesse et des sports, l'antifasciste et (peut-être plus encore) le héros combattant qui est célébré. Lors de la célébration du Mont-Valérien à l'été 1947 sous les auspices de Léon Blum, la dépouille²⁰ de Léo Lagrange est honorée comme celle d'un Résistant parmi les Résistants...

Cette période de l'immédiat après-Guerre marque une évidente reprise d'héritage : la socialiste [Andrée Viénot](#), veuve de Pierre Viénot, compagnon de Léo Lagrange, Daniel Mayer et Pierre Brossolette à la rédaction d'*Agir*



Andrée Viénot

(journal socialiste antimunichois avant la guerre), est nommée sous-secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports en juin 1946.

Elle constitue un cabinet où sont présents à la fois Madeleine Lagrange (élue entre-temps députée du Nord) comme responsable de la culture populaire, et plusieurs des membres du cabinet Lagrange, à commencer par Étienne Bécart, bras droit du sous-secrétaire d'État de 1936, directeur du



cabinet de la ministre, qui fera une longue carrière au sein du ministère où il sera jusqu'en 1967 le principal responsable du secteur des colonies de vacances. Le capitaine André Clayeux, créateur du Brevet sportif populaire, est à la tête de la direction des Sports en janvier 1945, et Gaston Roux



André Clayeux

directeur général de l'éducation physique en février 1946, avant de devenir directeur général de la jeunesse et des sports de 1948 à 1958. Serge, le propre fils de Léo et Madeleine Lagrange, fera une carrière de conseiller technique et pédagogique à l'Institut national de l'éducation populaire (INEP) de Marly-le-Roi, institut du ministère, spécialiste de peinture et de photographie.



Gaston Roux

Au moment de quitter ses fonctions en 1946, Andrée Viénot avait évoqué *l'exemple lumineux de Léo Lagrange pour la jeunesse de France*. Le dixième anniversaire de sa mort, en 1950, marque l'apogée de cette convocation de Léo Lagrange comme exemple et référence, faisant de lui un véritable *lieu de mémoire*, ainsi que le définit l'universitaire bordelaise Christine Bouneau reprenant le terme de Pierre Nora²¹. Le président de la République Vincent Auriol prononce un discours dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne ; le jeune Pierre Mauroy, 22 ans, qui a connu le député du Nord dans son enfance, crée une fédération de clubs de loisirs portant son nom ;



Pierre Mauroy

et paraît un ouvrage au titre évocateur : *Le Message de Léo Lagrange*²²...

Le sous-secrétaire d'État du Front populaire est l'objet d'un véritable culte mémoriel par le courant socialiste, mais aussi parmi les fonctionnaires de la Jeunesse et des Sports de la IV^{ème} République, qui voient en lui un père fondateur, alors que cette administration n'est née qu'à la Libération. Le contraste est saisissant entre la mémoire de Léo Lagrange et celle de Jean Zay qui ont connu la même popularité et le même destin tragique – le ministre de l'Éducation nationale a été assassiné à 39 ans par la Milice en 1944 : avant sa panthéonisation en 2015, Zay n'était plus guère connu que des historiens, alors même que son œuvre a été considérable, y compris dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire²³.

Mais Lagrange inaugurerait une ère nouvelle, là où Jean Zay réformait une vieille institution. Et le parti socialiste (SFIO) après la guerre était plus dynamique et davantage porté à soutenir la mémoire de ses héros que le Parti radical dévalué.

Les politiques publiques en faveur de la jeunesse et des sports sous la IV^{ème} République portent donc indiscutablement la marque de Léo Lagrange.

En 1957, les Jeux universitaires mondiaux organisés à Paris, qui constituent un événement au fort retentissement dans un contexte de Guerre froide dont ils formeraient une trêve heureuse, sont organisés sous son patronage posthume...



Mais la référence se poursuit au début de la V^{ème} République.



Maurice Herzog

L'action de Maurice Herzog est régulièrement comparée à celle de son illustre prédécesseur, pour son volontarisme et un œcuménisme qui associe délibérément dans un partenariat public-privé un certain nombre d'acteurs associatifs de tendances (très) diverses, réunis dans un objectif de développement ambitieux et partagé. Le fait de mobiliser la figure d'une figure relevant d'un autre camp politique – mais mort depuis vingt ans – est en phase avec le caractère supposé apolitique du sport. La référence à Léo Lagrange est d'autant plus commode que le gouvernement gaulliste ne dispose pas de référence alternative en matière de sport.

Très logiquement, Maurice Herzog préside donc aux commémorations du vingtième anniversaire, cette fois (et ce n'est pas anodin) à l'Institut national des sports, dont il rappelle la genèse due à son prédécesseur²⁴.



Après Herzog, la figure de Lagrange est moins évoquée par ses successeurs et moins présente dans le débat public, ce qui n'est peut-être pas sans lien avec l'affaiblissement de la SFIO des années 1960. En juin 1981, Pierre Mauroy, devenu Premier ministre, imposera un ministère du *temps libre* explicitement inscrit dans la filiation de Léo Lagrange. Il souhaitera également créer une journée d'hommage, qui, par une évolution inattendue, deviendra finalement la Fête de la musique et éclipsera la référence voulue initialement. Mais l'homme reste présent comme référence à travers d'innombrables sites associés aux sports, aux jeunes, aux loisirs et aux vacances. Et, dans un étonnant passage de son ouvrage *Les Grandes Vacances*, le romancier Daniel Pennac en



fera même *l'inventeur de l'été*²⁵...

fera même *l'inventeur de l'été*²⁵...

Léo Lagrange reste un symbole, celui d'un moment politique bien particulier. Comme l'a écrit Michel Winock : « Nul doute que le grand dispositif du Front populaire a été nourri par l'immense nouveauté que constituait cette politique de loisirs, que jusque-là on n'imaginait pas être du ressort d'un gouvernement²⁶ ».

À tort ou à raison, son action demeure, dans le souvenir collectif, celle d'un début, d'une genèse. De fait, l'importance de son héritage est considérable au regard de son court passage au gouvernement et des faibles moyens budgétaires comme administratifs dont il a disposé. De surcroît, son discours très engagé, parfois visionnaire et, plus encore, sa fin tragique ont donné à Léo Lagrange la dimension d'un héros, d'une figure emblématique de la vie publique, voire de l'histoire française du XX^e siècle. Laissons à cet égard la conclusion à Henri Noguères : « En fait, dans toute l'histoire de notre pays et à travers tous les régimes qui se sont succédé, il ne s'est peut-être trouvé aucun autre ministre dont l'action personnelle ait autant contribué à transformer, dans la meilleure acception du terme s'entend, la vie d'un aussi grand nombre de Français²⁷ ».

Et, même si l'homme en tant que tel a été quelque peu oublié, son inscription dans le paysage français demeure, à travers une importante Fédération de jeunesse et d'éducation populaire qui porte son nom depuis 1950²⁸ et d'innombrables équipements sportifs, stades, piscines, ou clubs locaux.



Une présence partout en France : Centre d'accueil Léo de Foix

Fabrice LANDRY

Inspecteur principal de la jeunesse et des sports
Agrégé d'histoire

Juin 2025

NOTES

- ¹ « L'immense détresse physique de tous ces êtres humains (...) condamne ceux qui n'ont pas su ou pas voulu donner à la France un visage accueillant et fraternel » (*Malheur aux vaincus*, article du *Populaire*, 1er mars 1939).
- ² « Si nous disons qu'une vie sans liberté, sans justice et sans dignité n'est pas digne d'être vécue, alors (...) nous pourrions aller à de nouvelles victoires ».
- ³ Entretien au magazine *Vu*, 25 juillet 1936.
- ⁴ Jeux populaires qui ne verront pas le jour, puisque le coup de force du général Franco interviendra à l'avant-veille de l'ouverture de ces contre-jeux...
- ⁵ Entretien à *Paris-Soir*, 14 juillet 1936.
- ⁶ Éditorial de la revue *Le Cri des auberges*, décembre 1937.
- ⁷ Allocution à Radio-Cité, 10 juin 1936.
- ⁸ Intervention devant les députés, 14 décembre 1936.
- ⁹ Entretien à *Match*, 18 août 1936.
- ¹⁰ UFOVAL : Union française des œuvres de vacances laïques
- ¹¹ UFCV : Union française des colonies de vacances
- ¹² Centres d'entraînement en 1937, puis CEMPA (centres d'entraînement aux méthodes de pédagogie active), ils deviennent les CEMÉA en 1944.
- ¹³ Entretien avec Spencer Miller, représentant de l'*American Youth Foundation*, juillet 1936.
- ¹⁴ *Id.*
- ¹⁵ *L'avenir nous appartient, Histoire du Front populaire*, Paris, Flammarion, 2005.
- ¹⁶ Allocution radiodiffusée à l'occasion du lancement des mardis populaires du Louvre, 27 janvier 1937.
- ¹⁷ *La Belle illusion, culture et politique sous le signe du Front populaire*, Paris, Flammarion, 1994.
- ¹⁸ Témoignage d'André Malraux dans une lettre à Madeleine Lagrange du 30 mai 1949.
- ¹⁹ *Voici que vient l'été*, Paris, Grasset, 1976.
- ²⁰ Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, Paris, Éditions de l'Aube, 2004
- ²¹ Léo Lagrange repose au cimetière de Bourg-sur-Gironde, où il est né en 1900.
- ²² *Léo Lagrange et la construction des jeunes générations socialistes : dynamiques et héritages* – in : Christine Bouneau et Jean-Paul Callède (dir.), *Léo Lagrange : Une perspective de renouvellement dans la construction des jeunes générations ?* Pessac, Maison des Sciences de l'homme d'Aquitaine, 2012.
- ²³ Eugène Raude et Gilbert Prouteau, *Le Message de Léo Lagrange*, compilation de textes (où figurent les discours de Pleyel 1945), Paris, La Compagnie du livre, 1950.
- ²⁴ C'est par exemple Jean Zay qui soutient l'initiative de la création des centres d'entraînement (futurs Ceméa) et qui reçoit Baden-Powell à Paris en décembre 1936.
- ²⁵ Voir à ce sujet Laurent Besse, *Léo Lagrange, une référence obligée pour Maurice Herzog ?* in : *Léo Lagrange, une perspective de renouvellement... (op. cit. supra)*.
- ²⁶ *Les Grandes Vacances* (autour de photos de Robert Doisneau), Paris, Hoëbeke, 1999.
- ²⁷ *La lumière de juin*, in *La Gauche au pouvoir – L'Héritage du Front populaire*, Paris, Bayard, 2006.
- ²⁸ *La Vie quotidienne en France à l'époque du Front populaire*, Paris, Hachette, 1977.
- ²⁹ Créée et présidée durant de nombreuses années par Pierre Mauroy, Premier ministre de 1981 à 1984.

Ressources pour aller plus loin :

Notice du Maitron, rédigée par Justinien Raymond <https://maitron.fr/spip.php?article89567>

Il existe quantité d'ouvrages et d'articles sur Léo Lagrange. Bien que rédigé par un non-historien, le plus riche est celui de Jean-Louis Chiappat, *Les chemins de l'espoir*, Paris, Fédération Léo Lagrange, 1983.

On peut citer aussi, pour la diversité de ses articles : [Christine Bouneau et Jean-Paul Callède \(dir.\), *Léo Lagrange : Une perspective de renouvellement dans la construction des jeunes générations ?* Maison des Sciences de l'homme d'Aquitaine, Pessac, 2012.](#)